

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 16 février 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Bourgogne déchets services (ex BDS)**

Lieu-dit Le Closeau  
Route de Travoisy - B.P 50193  
21200 RUFFEY LES BEAUNE

Code AIOT : 0005401981

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement Bourgogne déchets services (BDS) implanté Lieu-dit Le Closeau Route de Travoisy - B.P 50193 21200 RUFFEY LES BEAUNE. L'inspection a été annoncée le 08/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection effectuée dans le cadre d'un contrôle périodique (PPC)

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Bourgogne déchets services (BDS)
- Lieu-dit Le Closeau Route de Travoisy - B.P 50193 21200 RUFFEY LES BEAUNE
- Code AIOT : 0005401981
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site de tri, traitement de déchets pour la valorisation (recyclage de déchets). Les installations contrôlées concernent des déchets non dangereux non inertes (bois, papier, carton, plastique, métaux) des rubriques 2714 (E), 2716(E), 2713(D) stockés sur le site de Ruffey les Beaune (Travoisy),

les déchets dangereux (rubrique 2710) étant stockés sur le site de Longvic, de la société.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchets des rubriques 2714 (E), 2716 (E), 2713 (D), déchets non dangereux en transit sur le site de Ruffey
- AM du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels
- APA du 21/03/1986

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Le site est d'aspect visuel bien entretenu, les zones d'entreposage de déchets sont séparées entre elles (par des murs et murs coupe-feu).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	dossier Installation classée	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4	/	Sans objet
2	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
3	installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
4	consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Sans objet
5	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.	/	Sans objet
6	Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.	/	Sans objet
7	Informations à fournir	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II. a)	/	Sans objet
8	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Sans objet
10	Dispositions applicables	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
11	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
12	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
13	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
14	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/03/1986, article 7.3	/	Sans objet
15	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 21/03/1986, article 7.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 21/03/1986, article 8.2	/	Sans objet
17	Prévention des risques incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 21/03/1986, article 10.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est exploité conformément à la réglementation applicable pour ce qui est des rubriques ICPE visées et de la prévention des risques accidents (arrêtés ministériels du 06/06/2018 et du 04/10/2010 ainsi que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/03/1986).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : dossier Installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>le plan des bâtiments (cf. article 9) ;</li> <li>les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments (cf. article 6) ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 10) ;</li> <li>les consignes d'exploitation (cf. article 12) ;</li> <li>le registre des déchets (cf. article 13) ;</li> <li>le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14) ;</li> <li>le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 16) ;</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de plans du site (plan des réseaux, plan d'urgence et circulation), de registres de déchets (entrée et sortie). Les installations électriques du site sont vérifiées chaque année (rapport du 09/22 pour la dernière vérification périodique obligatoire, société "ERP contrôle"). L'exploitant suit, par année, ses rejets aqueux par des analyses d'eau (caractéristiques organoleptiques, hydrocarbures, phénoliques, paramètres physico-chimiques, azotés, phosphorés, fer, manganèse, micropolluants minéraux, DBO5, MES, COT, DCO), du réseau de collecte des effluents muni d'un point bas connecté à un séparateur d'hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</li> <li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation ;</li> <li>• d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Le site dispose d'une télésurveillance avec moyens vidéo et d'alarmes, "BIP" (sécurité incendie) reportés sur les smartphones (responsable HSE, responsable du site). Des fiches réflexes avec n° de téléphone (services des secours, incendie) sont mises en place sur le site pour le personnel. Des extincteurs aux agents d'extinction appropriés (eau, CO2, poudre) sont répartis sur le site (plan d'urgence) . Une borne incendie, un RIA ainsi qu'une vanne de rétention sont installés sur le site. Les extincteurs incendie sont maintenus et conformes à la règle R4 de l'APSA (société "Nationale incendie") et répertoriés dans le dossier incendie du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : installations électriques et mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérifications électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p> <p><b>Constats :</b> Les éléments métalliques sont reliés à la terre (régime TT pour l'installation électrique BT indiqué sur les rapports de vérification électrique annuels du 12/07/22, société ERP contrôle).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents. Plans de prévention (entreprises ext, nbre heures >400h ou travaux dangereux (arrêté 1993) permis feu, consignes incendie, plan d'urgence
<b>Constats :</b> L'exploitant a rédigé pour le personnel des consignes en cas d'accident, pollution ainsi que des consignes pour les opérations de manipulation, déchargement, entreposage de déchets destinés à la réutilisation. L'exploitant rédige les plans de prévention pour les travaux (nombre d'heures supérieur à 400 heures ou dangereux) réalisés par des entreprises extérieures. L'exploitant délivre des permis de feu (travail par point chaud) pour les travaux (point chaud) le nécessitant. Le plan d'urgence a été présenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Admissibilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
<b>Constats :</b> Le site de Ruffey (Travoisy) n'admet pas de déchets dangereux et n'est pas soumis à la rubrique 2711 des ICPE. Toutefois, le site est équipé d'un portique de détection des matières radioactives pour ne pas admettre de déchets, terres, matériaux, métaux susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Procédure d'information préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, admission déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place une fiche d'identification de déchet destinée à être remplie et signée par le producteur de déchets. Ce document à destination du client de la société BDS permet de vérifier que le déchet apporté remplit les critères d'acceptation pour être admis sur un site de transit, tri, préparation en vue de sa réutilisation. De plus l'exploitant met en place au préalable avec le client producteur de déchets un contrat qui stipule que ce dernier s'engage à ne pas apporter (à ne pas évacuer) sur le site (de l'exploitant, la société BDS à Ruffey) de déchets dangereux, explosifs ou radioactifs (article 6 du contrat et certificat d'acceptation préalable).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Informations à fournir**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II. a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, informations origin déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• source (producteur) et origine géographique du déchet ;</li><li>• informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li><li>• données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;</li><li>• apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li><li>• code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>• en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux .</li></ul>
<b>Constats :</b> La fiche d'identification du déchet mise en place par la société BDS est signée et datée par le producteur de déchets (client de BDS). Celle-ci indique les coordonnées du producteur de déchets (dont le n° de SIRET, nom du responsable, nom du conseiller sécurité (réglementation TMD/ ADR) ... La désignation du déchet et sa quantité dont le code (européen) de déchets sur 6 chiffres, les informations relatives au TMD (transport de matières dangereuses/règlement ADR), l'aspect physique dont l'odeur et la couleur, le conditionnement, la composition et les caractéristiques physico-chimiques (constituants principaux, présence de chlore, métaux lourds, substances CMR), informations complémentaires (FDS, échantillons), pictogrammes de danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réception déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none"><li>• la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;</li><li>• l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan d'urgence de l'exploitant fait apparaître les différentes zones d'entreposage de déchets, le quai de transfert ainsi que les séparations physiques entre ceux-ci dont les murs coupe-feu entre certains déchets (bois brut, bois broyés, zones de vidage DIB, DIB). Ces séparations sont constatées sur le terrain ainsi que les équipements de sécurité : borne incendie, vanne de rétention (isolement), RIA, extincteurs (eau, poudre, CO2), armoire électrique. La hauteur des zones d'entreposage de déchets ne dépasse pas 6 m. L'habitation la plus proche est située à 450 m du site. Le site n'est pas classé à la rubrique 2711 des ICPE (tri pour réutilisation des déchets d'équipements électriques, électroniques).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Dispositions applicables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conditions d'application de la section VI.  Les dispositions de la présente section sont applicables à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.  Ces dispositions peuvent être complétées, précisées ou faire l'objet d'aménagements par des arrêtés ministériels définissant les dispositions spécifiques à certaines rubriques ou activités. Ces dispositions peuvent être également complétées par arrêté préfectoral.  Tous les articles de la présente section sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022 ainsi qu'aux extensions ou modifications d'installations lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement à compter du 1er septembre 2022.  En ce qui concerne les installations régulièrement mises en service ou dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022 : <ul style="list-style-type: none"><li>• les articles 45,47 et 49 sont applicables ;</li><li>• les articles 50,53,55,56,66 et 69 sont applicables selon les modalités décrites dans ces articles ;</li><li>• les autres articles sont applicables au 1er juillet 2023.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant dont l'arrêté préfectoral d'autorisation date du 21 mars 1986 est soumis aux articles 45,47, 49 de l'arrêté susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Principes généraux de prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place sur son site les équipements de défense incendie, vanne de rétention des eaux, séparateur d'hydrocarbures, ... L'exploitant a mis en place des fiches réflexe pour réagir en cas d'accident, d'incendie sur son site et ses locaux. Il réalise des exercices incendie avec le personnel du site (exercice incendie bureaux logistique du 22 mai 2022 avec fumigène, utilisation d'extincteur approprié, évacuation du personnel au point de rassemblement extérieur, appel des secours et débriefing).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risques et localisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place sur le site, dans les locaux des panneaux d'indication des risques. Sur le plan d'urgence du site sont indiqués les différentes matières (déchets) stockées et les moyens de défense contre l'incendie et les pollutions (des eaux, vanne d'isolement). Les consignes sont réalisées sous forme de fiches réflexe.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Etat des matières stockées.  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.  <b>Constats :</b> L'exploitant tient un état des stocks "pompier" (charges combustibles) avec les moyens d'extinction associés. Il détient les fiches de données sécurité des produits chimiques détenus sur le site (exemple: FDS de l'huile moteur 10W-40).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/1986, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales non souillées doivent être collectées séparément et évacuées directement au milieu naturel. Les eaux sanitaires et vannes doivent être épurées selon le règlement sanitaire départemental. Les eaux pollées telles que des eaux pluviales ruisselant sur les aires de stockage des bennes, les eaux de lavage, les eaux d'extinction des cendres et mâchefers doivent être traitées avant rejet dans des conditions qui répondent aux dispositions de l'instruction du 6 juin 1953 visée ci-avant, dans le cas d'une évacuation directe au milieu naturel. Il devra respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PH compris entre 5,5 et 8,5,</li> <li>• Température &lt; 30°,</li> <li>• DCO &lt; 120 mg/L, DBO &lt; 40 mg/L, MES &lt; 40 mg/L, MES &lt; 30 mg/L, hydrocarbures &lt; 20 mg/L (norme NFT 90203, Azote total &lt; 10 mg/L (azote élémentaire). L'effluent ne contiendra pas de substances capables d'entraîner la destruction du poisson à l'aval du rejet. Le déversement de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés est interdit. Les dispositifs de traitement sont entretenus et en bon état de fonctionnement et régulièrement visités.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Les eaux sanitaires et vannes sont dirigées vers le réseau public d'assainissement (tout à l'égout).</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement sur les aires de stockage transitent vers un séparateur d'hydrocarbures avec débourbeur avant rejet dans le milieu. Une vanne d'isolement se situe en amont de ce séparateur pour un volume de retenue de 350 m<sup>3</sup>. Les analyses d'eau rejetées en sortie de débourbeur-séparateur d'hydrocarbures sont inférieures aux valeurs réglementaires susvisées pour les années 2021 et 2022.</p> <p>Le séparateur-débourbeur, est entretenu (curage régulier effectué, BSD (bordereau de suivi de déchets) et facture en attestant).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/1986, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le responsable de l'établissement prend toutes mesures en vue de prévenir et limiter les pollutions accidentelles telles que : <ul style="list-style-type: none"><li>• interdiction formelle de réception, stockage et transvasement de déchets liquides ;</li><li>• aménagement et entretien du réservoir de liquides inflammables ;</li><li>• en rétention étanche et incombustible, de capacité égale à celle du réservoir s'il est aérien</li><li>• 1981selon les dispositions rétroactivement applicables de l'instruction du 17 avril 1975 si le réservoir est enterré.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant ne stocke ni de déchets liquides, ni de carburant sur son site.  L'exploitant dispose sur son site d'une rétention étanche dûment dimensionnée sous bâtiment couvert fermé pour stocker des produits chimiques (pour usage matériels sur le site, huile, solvant,...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Prévention de la pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/1986, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être tenu dans un état de propreté satisfaisant. En particulier, les pistes de circulation, l'intérieur des circuits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les envols de produits ainsi que leur entraînement par les pluies dans le milieu naturel. Interdiction formelle de brûler à l'air libre des déchets quelle que soit leur nature.
<b>Constats :</b> Le site est régulièrement nettoyé par les employés (ramassage des déchets portés par le vent) et l'exploitant dispose également d'une balayeuse (automobile) pour l'entretien, nettoyage des pistes de circulation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Prévention des risques incendie et d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/1986, article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, principes généraux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Principes généraux : Toutes dispositions doivent être prises dans la conception des installations, leur exploitation et les moyens de protection mis en place, pour prévenir et limiter les risques d'incendie et d'explosion.
<b>Constats :</b> Outre les équipements de défense incendie conformément à l'arrêté ministériel du 06/06/2018 pour les rubriques 2716 (E), 2714 (E) et 2713 (D) dont dispose l'exploitant sur son site, l'exploitant a mis en place une réserve incendie d'eau de 200 m3 compatible SDIS. Les différents types de déchets entreposés sont séparés par des murs et notamment des murs coupe feu (bois brut et bois broyé, DIB).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet